

ANCIEN PREMIER MINISTRE JAPONAIS

M. Tanaka est inculpé de corruption

LIRE PAGE 14

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvel

1,40 F
Algerie, 1 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 100 m. s.
Espagne, 20 pes.; Grande-Bretagne, 20 p. s.
L. de Liban, 12 fr.; Liban, 12 fr.; Liban, 12 fr.
Lombourg, 12 fr.; Norvège, 2,75 kr.
Pays-Bas, 1 fl.; Portugal, 12,50 esc.; Suède, 2,25 kr.
Suisse, 1 fr. S.A., 68 cts.
Tarif des abonnements page 9
5, RUE DES ITALIENS
75467 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télé Paris 15992
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Répression en Ouganda

Un mois et demi après le raid israélien sur l'aéroport d'Entebbe, le régime d'Idi Amin Dada entoure à dessein l'Ouganda d'un nouveau entourage. En l'absence de tout correspondant de presse permanent en territoire ougandais, des informations transmises par des voyageurs venant de Kampala, soit au Kenya, soit en Tanzanie, font état de la terreur que fait régner l'homme qui préside sans partage aux destinées de son pays depuis le putsch du 25 janvier 1972. Même s'il convient d'accueillir avec prudence les nouvelles transmises par des gens qui sont souvent des opposants au régime ougandais, on est frappé par le caractère particulièrement odieux des faits rapportés. L'université de Makerere, dont l'ironie du sort — le maréchal assume les fonctions de recteur, vient d'être le théâtre de sanglants désordres, et que le gouvernement de Kampala minimise est sur lesquels la presse anglosaxonne a été la première à attirer l'attention. Le correspondant du « Los Angeles Times » à Nairobi, et, pour la destination faite en deux semaines, l'hebdomadaire londonien indépendant « The Observer », sous la signature de son correspondant à Dar-es-Salaam, ont évoqué les événements de Makerere, qui auraient fait plus de cent morts, en ajoutant que l'on est sans nouvelles du sort de plus de huit cents étudiants.

Les disparus seraient entre les mains des commandos, dont les casernes de Bugubugi servent de lieu de « mise au pas » des contestataires. On a trouvé les récifs de quelques-uns des étudiants qui sont parvenus à échapper à l'enfer de Bugubugi et à gagner le territoire tanzanien, plusieurs dizaines de leurs camarades auraient été battus jusqu'à ce que mort s'ensuive, puis jetés dans un charnier. Il est d'autant plus surprenant que le maréchal Idi Amin Dada puisse mener une répression aussi féroce contre les étudiants ougandais, qu'un parti de l'opposition est en opposition ouverte avec celui qui en assure, pour plus de sûreté, le commandement en chef en même temps qu'il exerce la magistrature suprême. Des purges régulières déciment les unités dont le loyalisme est mis en doute, et des mutineries ont, à plusieurs reprises, éclaté dans les rangs de ceux qui ne peuvent plus passer pour les meilleurs soutiens du régime.

L'attitude du président ougandais à l'égard de ses voisins n'est pas sans amène, et MM. Kenyatta et Nyerere ont déjà eu à affronter l'humour fantasque du maréchal. Des incidents frontaliers ont même opposé, à plusieurs reprises, le Kenya, d'une part, la Tanzanie de l'autre, à l'Ouganda. Récentement encore, les relations entre Nairobi et Kampala s'étaient suffisamment détériorées pour que les autorités kenyennes ferment leur frontière avec l'Ouganda. Les dirigeants de Kampala, que la situation géographique de leur pays, coupé de tout accès direct à la mer, rend entièrement tributaires de la bonne volonté de leurs partenaires kenyans, sont récemment venus à Canossa, et le 6 août, un accord formel est intervenu entre les deux pays.

Cette trêve ne doit point faire illusion. Le président de la République ougandaise ne saurait s'entendre longtemps avec ses voisins, car les tensions de friction permanente ne sont pas près de disparaître. Le maréchal Idi Amin Dada formule d'importants revendications territoriales, tant à l'égard du Kenya que du Soudan, tandis qu'il reproche aux dirigeants tanzanien d'accorder l'asile politique à des opposants. Le ministre Milton Obote. Apparemment apaisée, la querelle entre M. Julius Nyerere et le président ougandais reprend avec une vivacité que les partisans de M. Milton Obote, regroupés pour le plus part en territoire tanzanien, n'ont pas renoncé à rétablir un régime civil à Kampala. La gravité des tensions internes qui, de toute évidence, sévissent en territoire ougandais pourrait précipiter les choses.

L'éruption de la Soufrière paraît inéluctable

70 000 personnes ont été évacuées

La situation s'est encore aggravée à la Guadeloupe, où une éruption - cataclysmale - de la Soufrière paraît maintenant inéluctable. Tout à la partie sud de l'île de Basse-Terre a été complètement évacuée et le préfet de région l'a déclarée zone interdite. Les quelque soixante-dix mille réfugiés ont trouvé asile dans le nord de l'île de Basse-Terre et dans les environs de Pointe-à-Pitre. M. Gérondeau, directeur de la sécurité civile, est arrivé à Pointe-à-Pitre dimanche. Il était accompagné d'un détachement de cent soixante-quatre sapeurs-pompiers parisiens, venus renforcer les pompiers locaux pour combattre les incendies que l'éruption ne manquerait pas d'allumer. D'autres renforts sont attendus dans les prochaines heures.

Une équipe de scientifiques reste à proximité du volcan pour surveiller son évolution.

Après la ville de Basse-Terre, c'est maintenant tout le sud de l'île qui est évacuée. Les localités Basse-Terre à Pointe-à-Pitre, et toutes celles situées plus au sud sont vides. Environ soixante-dix mille personnes ont quitté leur domicile et se sont réfugiées soit à Sainte-Rose, à Baie-Mahaut et à Lamontin, au nord de l'île de Basse-Terre, soit dans l'île voisine de Grande-Terre, principalement à Pointe-à-Pitre. Les derniers retardataires ont été évacués le 16 août, vers 23 heures; à minuit (6 heures du matin à Paris), M. Claude Arousseau, préfet de région, déclarait « zone interdite » toute la région menacée par le volcan. Les dossiers et les archives du département ont été démenagées de Basse-Terre à Pointe-à-Pitre, devenue préfecture provisoire. Il ne reste plus dans la zone menacée un certain nombre de secours et une équipe de scientifiques qui surveillent le volcan.

réfugiés. Mais s'il n'y a plus de problème dans l'immédiat, la situation est préoccupante à plus long terme. Beaucoup de réfugiés sont de petits agriculteurs, qui risquent de perdre leurs maisons et leurs récoltes quand se produira l'inévitable sortie du magma en fusion qui s'accumule actuellement dans la Soufrière. La situation économique de la Guadeloupe était déjà mauvaise, et le chômage important; les événements présents ne vont rien arranger.

Une énergie énorme

C'est l'aggravation de l'activité de la Soufrière, et, surtout, la conviction exprimée par les scientifiques qu'un cataclysme est inévitable qui ont conduit le préfet à donner l'ordre d'évacuation total. La montée du magma dans le volcan a atteint un niveau tel qu'on ne peut plus espérer une « calme » relative. Le professeur Alain Brousse, de l'Institut de physique du globe, a affirmé qu'une « charge magmatique » existe et sous le volcan reculant à une énergie énorme. Cette énergie est contenue actuellement par le dôme de la Soufrière, et seule une infime partie sort par la faille située au-dessous du cratère, qui émet en abondance des cendres et des poussières.

(Lire la suite page 5.)

MAURICE ARVONNY.

Selon les prélèvements effectués par Viking-1 La vie sur Mars est peu probable

(Lire nos informations page 14.)

La convention républicaine de Kansas-City

UN PARTI A LA RECHERCHE DE LUI-MÊME

par ALAIN CLÉMENT

Tout est sans précédent dans la convention républicaine de Kansas-City. C'est la première fois qu'un président des États-Unis, briguant le renouvellement de ses fonctions, ne les doit pas au suffrage universel. M. Ford se trouve à la Maison Blanche pour avoir été choisi comme vice-président par Richard Nixon à la suite du départ ignominieux de Spiro Agnew, en octobre 1973. Il doit cette promotion au vingt-cinquième amendement de la Constitution, entré en vigueur au début de 1967, qui codifie la « ligne de succession ». Rien n'était prévu jusqu'alors dans les textes pour le remplacement du vice-président lui-même en cas de malheur... ou d'infraction aux lois.

De même, c'est la première fois

AU JOUR LE JOUR CINÉPHILES

Non content d'être une victoire, l'opération d'Entebbe ne devient une affaire. Arrêt de l'Etat. Rapport tritum, ergo facilius flumum, aurait dit Jean Yvanne. On appelle ça : joindre l'utile à l'agréable. Car c'est bien agréable, n'est-ce pas, de profiter des folies d'Amin Dada pour tourner l'Afrique en dérision. Et si l'Afrique n'est pas contentée, qu'elle aille au cinéma. ROBERT DE MONTVALON.

Un attentat dans un train accroît la tension égypto-libyenne

Bien que la Libye ait démenté être à l'origine de l'attentat contre le train Alexandrie-Assouan qui a fait, samedi 14 août, huit morts et de nombreux blessés, la tension n'a cessé de s'aggraver ces derniers jours entre Le Caire et Tripoli. La Libye a pour sa part demandé, samedi, la convocation urgente du conseil de la Ligue arabe pour examiner la récente déclaration officielle de l'Égypte concernant la concentration de ses troupes sur la frontière libyenne.

De notre correspondant

Alexandrie. — Une bombe, placée dans un compartiment de troisième classe du train Alexandrie-Le Caire-Haute-Égypte, a explosé le samedi 14 août en fin de matinée, à la gare d'Alexandrie, entraînant la mort de huit personnes et de nombreux blessés. L'explosion et le panique ont emporté d'une partie de la foule qui se trouvait sur les quais. Plusieurs centaines de personnes se sont alors dirigées vers le consulat de Libye, dans l'intention de transférer d'un dogme vers l'autre, mais la police alexandrine les a empêchées de s'approcher de l'immeuble.

Pour les autorités et pour la presse du Caire, « la bombe d'Alexandrie est un nouveau forfait du colonel Kadhafi ». La commission ad hoc mandatée par le parquet estime que « la bombe de l'attentat d'Alexandrie est un engin perfectionné, contenant de puissantes matières explosives et munies de dispositifs au Mo-gammar ». Selon une source officielle, l'explosif exposé à la gare était de fabrication soviétique. Il y a eu samedi (le mardi 10 août), deux bombes avaient éclaté dans le complexe administratif de la ville de Khartoum, au Caire, blesant une quinzaine de personnes, dont un Égyptien d'une trentaine d'années, qui devait être le responsable des services de la télévision qu'il était stipendié par les services secrets du colonel Kadhafi.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(Lire la suite page 4.)

Le cardinal Marty met en garde les catholiques contre le danger d'un « schisme anachronique »

Les traditionalistes qui sympathisent avec Mgr LeFebvre ont mis à profit la fête de l'Assomption pour célébrer plusieurs messes selon le rite de Pie V. On a enregistré, d'autre part, diverses déclarations d'évêques contre les divisions dans l'Église et en faveur de la fidélité au Saint-Siège.

Le cardinal François Marty a, lui aussi, mis par deux fois les catholiques en garde contre les dangers de la division, employant même, pour la première fois, le mot de schisme.

Le samedi 14 août, dans le cadre de la célébration du septième centenaire de la cathédrale de Strasbourg, l'archevêque de Paris a déclaré : « Trop d'hommes critiquent l'Église. C'est injuste. D'aucuns disent qu'elle est inféodée aux traditions du passé, d'autres qu'elle est inintelligente pour les temps actuels. On condamne son évolution. On lui reproche son immobilisme. La tentation est grande d'opposer le Christ à l'Église, de choisir son Christ et de rejeter l'Église. - Le lendemain, dans la basilique mariale de Marienthal, l'archevêque de Paris a durci le ton, pour affirmer qu'« il ne sera pas dit que les catholiques se laisseront entraîner dans un schisme anachronique et inutile ».

Si le « mouvement » déclenché par Mgr LeFebvre semble se développer assez sporadiquement — les diverses messes célébrées le 15 août selon le rite de Pie V n'ont été suivies que par quelques milliers de fidèles —, nos informations (page 6) sur les réactions publiques d'évêques se multiplient et se font plus vives. Ils cherchent, de toute évidence, à étouffer dans l'œuf toute éventualité de schisme.

Catholicisme et communisme : deux Églises en crise ?

par ALFRED GROSSER

Tout parallèle est abusif, mais une parallèle peut être éclairant. Est-elle d'ailleurs si artificielle, la comparaison entre les deux forces qui, depuis 1945, ont attiré, plus qu'aucune autre, les jeunes Français épris d'autre chose que de leur plaisir ou de leur réussite personnelle ? D'autant plus qu'il y a eu tant de phénomènes de transfert d'un dogme vers l'autre, d'une foi vers l'autre, le besoin de la grande explication simple et sécuritaire ayant conduit tant de catholiques à substituer — parfois en restant ou en pensant rester catholiques — l'eschatologie de la société sans classes à celle de l'engagement du royaume de Dieu. On ne s'arrête pas aux apparences ni aux similitudes marginales. Au niveau national, les tensions et même les schismes, parce que la transformation apparaît trop rapide ou trop lente à certains. Au niveau mondial, le rapport à Rome et le rapport à Moscou. La multiplication des sectes dans le christianisme et dans le marxisme, chacune se réclamant d'une pureté particulière dans

l'action et dans l'interprétation de la Vierge. La vigueur des antagonismes et même des haines entre croyants, qui fait qu'on n'invie plus les Chinois ou les pro-Chinois aux grandes réunions communales et que les évêques français ont dû démontrer aux fidèles, dans le document « Pour une pratique chrétienne de la politique », que l'Éucharistie était, possible entre adversaires, comme si personne n'avait dit : « Laisse-la ton offrande devant l'autel et tu d'abord te réconcilies avec ton frère ».

L'important est ailleurs. Il est dans la double incertitude qui atteint aujourd'hui le catholicisme et le communisme dans leur corps et dans leur doctrine et qui peut recevoir le même énoncé des deux Églises : que veut dire s'adapter, se transformer en revenant aux sources, d'une part par rapport à l'Église, d'autre part par rapport au noyau de la foi qu'il s'agit de préserver ? (Lire la suite page 6.)

LOCARNO A TRENTÉ ANS

Une porte entrouverte sur le nouveau cinéma

Créé immédiatement après la seconde guerre mondiale, le Festival de Locarno peut se targuer d'être le troisième festival de cinéma au monde, derrière Venise et Cannes, avant Karlovy-Vary, Berlin et Moscou. Dès l'origine, la manifestation fut marquée par la personnalité de son organisateur, un journaliste tessinois, Vinicio Bertetto, qui en assumait la direction jusqu'en 1965. De 1966 à 1970, une direction collective, où l'on retrouve l'actuel directeur-fondateur de la Cinémathèque suisse, Freddy Buache, prend les commandes. Avant même les remous de 1968, Locarno supprime ses prix en 1966 et 1967, mais, devant la boudierie des auteurs et producteurs, les rétablit.

En opposition, ou plutôt en contraste avec les festivals vedettes de Venise et Cannes, Locarno avait su trouver son visage original; il fut le tout premier à donner l'impulsion à une certaine notoriété internationale, à la « nouvelle vague » française en 1958 avec « le Beau Geste », de Claude Chabrol, puis au nouveau cinéma tchèque, annonciateur du printemps de Prague, avec « L'As de pique » de Milos Forman. Un amateur éclairé de cinéma, Freddy Landry, dirige les Journées cinématographiques de Sion, consacrées au seul cinéma suisse; développa à partir de Locarno, mais en France, une curiosité et de recherche. Freddy Buache et Freddy Landry, chacun de leur poste d'observa-

tion, susciter une sorte de culte pour le jeune cinéma tchèque, proposé en exemple à une petite nation comme la Suisse.

Aujourd'hui, Locarno survit à sa réputation, sous la houlette de nouveaux gestionnaires consciencieux, qui ont su respirer l'air du temps en multipliant les projections, en accordant au cinéma suisse, qui désormais occupe la place qui lui revient, en donnant toute l'indignation des éléments conservateurs locaux et de certains journalistes italiens, en accordant aux « cinémas du tiers-monde » un statut distingué (mais on déplore sa « présence insuffisante »). L'engagement culturel » donne le ton, c'est le terme officiellement employé.

Si Locarno a eu un sens cette année, c'est bien d'abord grâce aux nouveaux films helvétiques de Francis Reusser, « le Grand Saïr », et d'Alain Tanner, « Jonas, qui aura vingt-cinq ans en l'an 2000 » (présenté hors concours). Si une hirondelle ne fait pas le printemps, ni deux films la révolution, Reusser et Tanner confirment qu'il existe un ton suisse inimitable, qu'il le cinéma colle au corps et au cœur, à la réalité quotidienne vécue, que le romantisme à l'indigénisme a encore droit de cité.

LOUIS MARCORELLES.

(Lire la suite page 11.)